



La gestion des fonds alloués à la lutte contre la pandémie du coronavirus continue à faire couler encre et salive au Cameroun. Après arrosé les membres du gouvernement, les éclaboussures n'épargnent pas les élus du Peuple qui y auraient gagné des marchés. Pourtant, de façon générale, « un député de la Nation ne devrait pas gagner les marchés publics », clame-t-on unanimement au sein des partis politiques tels que le MRC, le SDF ou encore l'UNDP.

Dans une réaction dans le quotidien *Le Messenger* de ce mardi 1er juin 2021, publiée sur sa page Facebook, Jean Robert Wafo, cadre du Social democratic front (SDF), parle de l'implication de certains députés dans ce qui pourrait être l'un des plus gros scandales financiers de l'histoire du pays

« Un député qui gagne ou exécute un marché public est un tricheur qui utilise sa position pour faire du trafic d'influence sur les ordonnateurs de dépenses », dixit Monsieur Wafo dans *Le Messenger*.

Selon ses explications, « quand un député ou un proche parent d'un député s'investit dans les marchés publics, ses intérêts influencent forcément son jugement. Ce conflit d'intérêts le disqualifie de fait pour mériter la confiance du peuple dans son rôle constitutionnel de contrôle de l'action gouvernementale. Sa crédibilité est ipso facto ruinée puisqu'il ne pourra plus exercer son mandat en toute indépendance ».

Jean Robert Wafo rappelle que le Cameroun dispose d'une panoplie d'instrument pour pouvoir mettre la main sur les « tricheurs » et les punir convenablement. A cet égard, il interpelle précisément l'Agence d'investigation financière.

« L'Anif est appelé à jouer pleinement son rôle pour mettre à nu ces imposteurs qui profitent de l'écharpe pour s'en mettre plein les poches au détriment du peuple. Parallèlement à l'Anif, une loi de moralisation et d'éthique s'impose aux parlementaires pour éviter toute atteinte à leur indépendance notamment les conflits d'intérêts dans les marchés publics. Cette loi permettra de soustraire le parlementaire de toute forme de pression, voulue ou pas, venant des gestionnaires publics », conclut le député.